

MOUVEMENT OUVRIER ET TIERS MONDE:

Où est l'espérance?

René Char: „Le désir est le créancier absolu.“ Les hommes, où qu'ils se trouvent, quelle que soit la violence symbolique qui s'exerce sur eux, ne peuvent accepter sans réagir l'organisation actuelle du monde. Une terre où la multitude – de son travail, son humiliation, sa faim – nourrit une minorité de seigneurs, jouissant de toutes les libertés et de la majorité des biens, reste, pour tout homme qui pense, radicalement inacceptable. Aujourd'hui, le mouvement populaire est en lutte ouverte sur plusieurs fronts du monde tricontinental: en Afrique du Sud, au Sahara occidental, à Timor, au Guatemala, dans les plantations d'El Salvador, dans les villes du Chili, au Zaïre oriental, des femmes et des hommes combattent les armes à la main contre les oppresseurs. Cette constatation n'est pas en contradiction avec la théorie, évoquée précédemment, de la conscience homogénéisée. Il est vrai qu'en Occident, les travailleurs forgent eux-mêmes leurs chaînes, reproduisent eux-mêmes, jour après jour, au plan des rapports de production comme à celui des symboles, l'organisation capitaliste du monde. Mais la conscience de certains d'entre eux est fêlée. Déjà, certains secteurs parmi les plus avancés du mouvement ouvrier ont repris – au sein des nations dominantes – la lutte anti-impérialiste, la lutte de classes.

Une conscience nouvelle – une conscience de l'identité entre tous les travailleurs du monde – est en train de naître, aujourd'hui, en Europe. Mais cette conscience encore incertaine – qui naît d'une terre aride, comme une fleur fragile annonciatrice d'un printemps qui ne viendra peut-être jamais – n'est pas le fruit d'une brusque et miraculeuse conversion. Cette nouvelle conscience des travailleurs a des racines solides: elles sont le produit d'une mutation récente des stratégies des classes dirigeantes. (Le système capitaliste monopolistique crée constamment de nouvelles contradictions; il génère sans cesse, met au monde ses propres ennemis.) Examinons les nouvelles stratégies du capital financier multinational, qui contribuent à faire naître cette conscience nouvelle de la solidarité internationale, en gestation dans certaines couches des classes travailleuses d'Europe.

– Première stratégie: au fur et à mesure que se développe dans les Etats industriels d'Europe occidentale le combat syndical – et donc la législation du travail, la protection et les avantages matériels des travailleurs –, les coûts de revient des produits augmentent, et les profits du capital diminuent. Les grandes sociétés multinationales industrielles de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre, de Suisse, tentent de transférer de plus en plus leur production à l'étranger, avant tout dans les pays du tiers monde. Exemple: En 1977, près de 70 % des cadres, employés et ouvriers des dix plus grandes sociétés industrielles suisses travaillaient à l'étranger, ainsi que 67 % des cadres, ouvriers et employés des cinquante plus grandes sociétés suisses. Le mouvement des déplacements des installations de production (1978-79-80) s'accélère sans cesse. Toute une idéologie, soutenue par les Nations unies, tente de justifier cette émigration de la production en invoquant les „bienfaits“ que constitueraient, pour les pays du tiers monde, les transferts de technologie impliqués dans la transplantation de la production industrielle d'Europe vers les pays d'outre-mer. Partout, en Europe occidentale, en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Suisse, le chômage progresse, des usines ferment, des travailleurs doivent accepter de travailler à moitié ou à quart

de temps. des dizaines de millions d'ouvriers, d'employés, de cadres européens voient leur pouvoir d'achat diminuer, leur emploi constamment menacé¹.

– Deuxième stratégie: les industries qui sont transférées dans le tiers monde sont essentiellement des industries productrices de marchandises bénéficiant d'une technologie achevée. C'est notamment le cas des biens de consommation durables: voitures, appareils électro-ménagers, etc. Par contre, toutes les industries dites de croissance (armement, industries électronique, pharmaceutique, spatiale) ainsi que les laboratoires de recherche, restent en Europe (ou aux Etats-Unis, au Canada ou au Japon).

– Troisième stratégie: la concurrence de plus en plus intense que subissent les industries européennes de la part des industries du tiers monde qui produisent (à l'aide d'une technologie européenne et d'une main-d'oeuvre locale sous-payée) des marchandises bon marché est responsable d'un changement des conditions de concurrence en Europe même.

Les sociétés multinationales établies dans le tiers monde jouissent de crédits bancaires, de privilèges fiscaux étendus. Elles inondent les marchés européens de produits dont les prix défient souvent toute concurrence. J'insiste sur ce point: non seulement de nombreux secteurs de l'industrie européenne ne peuvent plus exporter dans le tiers monde (ou sur d'autres marchés) mais l'industrie européenne subit, chez elle, la concurrence souvent imbattable des biens manufacturés bon marché produits outre-mer. J'en donne un exemple: la Corée du Sud exporte tous les ans pour des dizaines de millions de dollars de produits textiles vers la France, la Suisse, etc. Or, dans les usines textiles de Séoul, de Pusan, e.a., les ouvrières travaillent 84 heures en moyenne par semaine et leur salaire horaire est l'équivalent de 1,10 franc français (en mars 1980).

Une remarque encore: dans toute l'Europe occidentale, et notamment en Italie, en France, en Allemagne, en Suisse, des centaines de milliers d'emplois vont être supprimés au cours des années qui viennent par suite – je le répète – du transfert de la production industrielle dans les pays du tiers monde et de la concurrence encore plus intense que subiront les produits d'Europe (par les produits bon marché d'outre-mer). Cette situation entraîne, pour le mouvement ouvrier constitué (partis socialistes, communistes, centrales syndicales), des dangers mortels. Sans une riposte énergique, sans une théorie, une explication claire du processus, les travailleurs de France, de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre vont tenir pour responsables de leur chômage et de la perte de leur pouvoir d'achat les ouvriers du tiers monde. Ils risquent de réagir à leur situation intolérable par l'arme la plus vieille, la plus terrible: le racisme, la xénophobie. Il est donc urgent que le mouvement populaire et les intellectuels qui se mettent à son service trouvent la riposte théorique et pratique permettant de combattre à la fois le chômage des travailleurs d'Europe, la surexploitation des travailleurs d'outre-mer et la division du monde ouvrier en deux camps hostiles.

Voyons maintenant quelques-unes des manifestations concrètes de cette nouvelle et encore fragile conscience de solidarité entre certains travailleurs d'Europe et les travailleurs d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique.

Trois initiatives récentes du mouvement ouvrier européen me paraissent particulièrement instructives: 1. Certaines fédérations professionnelles mondiales sont aujourd'hui engagées dans une stratégie internationale qui tente de construire, pas à pas, ce front de solidarité agissante entre travailleurs de pays différents. Déjà, certaines victoires ont été remportées. Je n'en citerai qu'une seule: en 1974, les travailleurs de Michelin-France étaient en grève contre la direction locale afin d'obtenir de meilleures conditions de travail et des salaires plus décents. La direction générale du trust refusa la négociation et décida de baisser la production

¹ Les chiffres cités ici proviennent d'une recherche menée par Rodolphe A. Strahm, Secrétaire central du parti Socialiste suisse: Ein Kampffonds für die Arbeiter der Dritten Welt; eine Projektskizze, Berne, 1979.

en France et d'augmenter d'autant celle de ses usines au Japon. La Fédération internationale des travailleurs de la chimie, dont le secrétaire général est Charles Levinson, obtint des travailleurs japonais qu'ils refusent d'augmenter leur production, se montrant solidaires des grévistes de France. Michelin-France fut contraint de négocier avec les travailleurs français qui remportèrent ainsi une victoire partielle. La même stratégie de la grève intercontinentale coordonnée pourra être appliquée demain afin d'obtenir, pour les travailleurs d'une succursale d'une société multinationale européenne dans le tiers monde, des conditions de vie, de travail plus humaines.

2. En Europe occidentale, les fédérations professionnelles nationales concluent périodiquement avec le patronat de leur secteur de production des conventions collectives renouvelables qui portent sur les conditions de travail, sur l'exercice des libertés syndicales dans l'entreprise, sur le montant des salaires et des taux compensatoires du renchérissement du coût de la vie, sur les cotisations aux assurances sociales, etc. Ces conventions collectives pourront devenir une arme pour l'organisation de la solidarité agissante entre les travailleurs des pays industriels du centre et ceux du tiers monde. Exemple: un nouveau contrat collectif devait être négocié en Suisse dans le courant de l'année 1980 entre la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) et les patrons métallurgistes et horlogers. Chacun des partenaires à la négociation établit d'abord un cahier de revendications qui définit sa position de départ et sert de base à la négociation bilatérale. Or, la FTMH suisse, la plus puissante fédération du pays – elle compte plus de 130 000 adhérents –, fait figurer dans son cahier de revendications une disposition intéressante: toutes les dispositions du nouveau contrat collectif devront être applicables dans toutes les usines et à tous les travailleurs dépendant des partis signataires; ainsi, les dispositions sur le libre exercice des droits syndicaux, sur la protection de l'emploi, le montant des rémunérations, la compensation du renchérissement des coûts de la vie, etc., seraient appliquées aux travailleurs suisses de la métallurgie suisse, bien sûr, mais aussi à ceux d'entre les travailleurs du tiers monde qui travaillent dans une succursale d'une société multinationale suisse. En cas de violation de l'une de ces dispositions par la direction locale dans le tiers monde, le travailleur – africain, asiatique, latino-américain – pourrait invoquer, par l'entremise du syndicat suisse, l'instance arbitrale prévue par la convention collective.

3. De la part de nombreuses organisations anti-impérialistes d'Europe occidentale (syndicats, partis, associations, etc.), la politique dite de „coopération technique“, d' „assistance“ aux pays en voie de développement – les projets dits bilatéraux (construction de routes, hôpitaux, écoles; bourses d'études; mise sur pied de coopératives agricoles, etc.), comme les projets dits multilatéraux de la Banque mondiale, de l'IDA (International Development Assistance Agency) – rencontre un refus de plus en plus catégorique; car les conséquences concrètes de cette politique sont d'accentuer la dépendance du pays soumis, de déresponsabiliser les classes dirigeantes du centre (et des tyrans mis en place par elles), de masquer les causes réelles de la misère du peuple asservi.

De plus en plus d'organisations ouvrières se rallient à des propositions proches de celle formulée par Rodolphe A. Strahm. Dans plusieurs pays capitalistes marchands industriels d'Europe, des fonds de solidarité sont en voie de création. Ces fonds seront alimentés par les versements réguliers de collectivités publiques ou privées (églises, syndicats, partis, associations, individus). Chacun signera une promesse de versement annuel ou mensuel régulier au Fonds. Une assemblée générale des membres du Fonds élira un comité exécutif, approuvera les comptes et déterminera les catégories de bénéficiaires des actions de soutien à entreprendre. Je le répète, aucun Fonds de ce genre n'existe encore en Europe, plusieurs sont en voie de création. Nous allons examiner leur utilité à l'aide de quelques exemples:

– En septembre 1978, des travailleurs de l'entreprise Duralita occupèrent l'ambassade de Suisse à Ciudad (Guatemala). Duralita est un trust de construction appartenant au groupe Schmidheiny (Suisse) et qui contrôle près de 80 % du marché de la construction au Guatemala. Duralita possède plusieurs usines fabriquant de l'éternit. Depuis 1975, plusieurs dizaines de travailleurs sont morts du cancer qui, selon toutes les évidences médicales disponibles, est dû au manque de protection contre les effets de l'amiante. Les travailleurs de Duralita, dont les salaires sont insuffisants, souffrent de conditions générales de travail intolérables. Or, la grève fut un échec. Le gouvernement suisse ne répondit pas à la pétition des travailleurs, et Schmidheiny refusa toute négociation. La police militaire guatémaltèque fit évacuer l'ambassade. Tous les travailleurs grévistes furent suspendus et restèrent privés de salaire pendant cinq mois. Le trust Duralita accepta finalement l'engagement ultérieur de quelques travailleurs aux anciennes conditions de travail et de salaire.

– En 1973, les travailleurs des usines Nestlé de Chiclayo (Pérou) se révoltèrent contre leurs conditions de travail et de salaire inhumaines. La direction de Nestlé-Pérou, après consultation de la direction générale de la société multinationale à Vevey, refusa toute discussion et décida de lock-out des grévistes. Elle tenta d'importer de ses usines du Japon les produits nécessaires à l'alimentation de ses réseaux commerciaux du Pérou. Cette stratégie fut rendue caduque grâce à l'intervention de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation dont le secrétaire générale Dan Gallin alerta les syndicats japonais. Le secrétaire général, venu pour négocier avec Nestlé-Pérou, fut arrêté à l'aéroport et expulsé par la police péruvienne, à la demande Nestlé. La grève fut finalement écrasée, les travailleurs péruviens et leurs familles n'ayant pas les moyens financiers et politiques nécessaires pour résister à la faim et à la répression policière.

– En 1973, les 700 travailleurs zoulous de la fonderie d'aluminium Alusaf, société appartenant majoritairement à Alusuisse, située à Richards Bay, province de Natal, en Afrique du Sud, se mirent en grève. A l'époque, leur rémunération moyenne s'élevait à 18 cents sudafricains de l'heure, ce qui est la moitié du revenu minimal fixé par la loi sudafricaine elle-même. La grève commença le dimanche soir 25 mars. La direction d'Alusaf, après consultation auprès de la direction générale d'Alusuisse à Zurich, décida le lock-out. Elle décida que tous les travailleurs qui n'auraient pas repris le travail le mercredi matin suivant, à 9 heures, seraient licenciés. Les grévistes se réunirent en assemblée générale à Richards Bay. La police sud-africaine, à la demande d'Alusuisse, décima l'assemblée, lança des gaz lacrymogènes et blessa plusieurs ouvriers. Le mercredi, une centaine d'ouvriers revinrent à l'usine. Plusieurs autres demandèrent leur réengagement. N'ayant pas de caisse de grève ni aucune épargne personnelle, les travailleurs zoulous et leurs familles durent se soumettre au diktat d'Alusuisse et accepter les conditions de rémunération et de travail inhumaines.

Dans ces trois cas que nous venons de voir, les travailleurs du tiers monde étaient prêts à tous les sacrifices personnels, à tous les affrontements avec les forces de police et les milices patronales, pour mettre fin à leur humiliation. Ce qui les força à capituler fut le manque de moyens financiers, autrement dit, la faim. Dans les trois cas, l'intervention de fonds de solidarité n'aurait pas seulement pu fournir aux travailleurs les moyens de soutenir une grève longue et victorieuse, mais elle aurait pu créer, dans l'opinion publique des pays d'origine des sociétés multinationales impliquées, un mouvement de solidarité suffisant pour forcer les directions locales de ces mêmes sociétés à négocier avec les grévistes.

Résumons: de multiples et intéressantes mutations se préparent au sein du mouvement ouvrier européen. La conscience homogénéisée des dominés commence à se fêler à plusieurs endroits. Entre les travailleurs (leurs femmes, leurs enfants) du tiers monde, affamés, écrasés, humiliés et les femmes et les hommes aliénés, mutilés dans leur désir, privés de leur vraie vie,

de l'Europe capitaliste, une solidarité est en train de naître. L'émergence d'une conscience naissante de l'identité entre tous les travailleurs, leur commun refus de la souffrance, leur commun rejet des privilèges payés par le sang des pauvres donnent corps – lentement – à un front de refus qui rejette radicalement l'actuel système d'organisation inégalitaire des rapports entre les peuples, entre les hommes.